

Scepticisme après les "sanctions ciblées" de l'UE contre le régime burundais

Le Pays, 04/10/2015 Sanctions contre le Burundi : Aller au-delà des mesurées Depuis l'infamante élection de Pierre Nkurunziza à la tête du Burundi, le 21 juillet 2015, que n'a-t-on pas essayé du côté des opposants à ce mandat trop, pour ramener la brebis à la bifurcation où elle s'était trompée de chemin menant à la paix, laborieusement tracé par les accords d'Arusha ? On aura utilisé toutes les recettes disponibles à l'intérieur, allant des manifestations pacifiques à la radicalisation de la contestation, en passant par le coup d'Etat du Général Godefroid Niyombaraye, le mai dernier, qui n'aurait pas dû être foireux.

Mais de toute évidence, il en faut plus pour amener le Président à renoncer au 3e mandat en cours pour ne pas exposer le Burundi à la guerre civile et à l'instabilité chronique tant redoutées par les observateurs et analystes de la situation qui prévaut actuellement dans ce pays. C'est certainement dans cette optique que s'inscrivent les sanctions prises par les partenaires européens du Burundi (l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Union européenne (UE), Belgique), et qui consistent à geler les fonds destinés aux caisses de l'Etat et à asphyxier financièrement certains proches du dictateur afin de réduire considérablement leurs capacités de nuisance. Mais pour qui connaît Nkurunziza et son penchant quasi maladif à s'agripper à son fauteuil contre vents et marées, ces «mesurées» elles seules ne feront pas, dans l'immédiat en tout cas, bouger les lignes dans le sens du retour du Burundi à une vie démocratique normale. La clé pour la résolution de la crise est entre les mains des patriotes burundais. Il pourrait accepter le principe du dialogue inclusif exigé par l'UE, à condition évidemment que le mandat qu'il est en train d'exercer au pays soit pas remis en cause. Dès lors, espérer que ces sanctions ciblées pourront dissuader le pasteur-président à aller jusqu'au bout du chaos, relève sinon de l'indifférence vis-à-vis de l'insécurité et des souffrances dans lesquelles vivent les populations burundaises farouchement opposées à la forfeiture, du moins de la naïveté des partenaires responsables de ces sanctions. Il faut bien le regretter, les organisations internationales, l'Union africaine (UA) en tête, ont jusqu'ici fait preuve d'un laxisme coupable vis-à-vis des autorités burundaises. Comment peut-on être aussi «à cheval» vis-à-vis d'un criminel de l'acabit de Nkurunziza, quand on sait que la parodie d'organisation en juillet dernier au Burundi, n'est ni plus ni moins qu'un coup d'Etat constitutionnel ? La condamnation équivoque du putsch perpétré au Burkina Faso, le 16 septembre dernier, assortie de sanctions immédiates et sans restriction par l'UA, a été saluée par tous les démocrates du continent, pour avoir contribué à fragiliser le funeste des putschistes qui ont même été qualifiés de «terroristes». Apparemment, sur l'échelle des crimes contre la démocratie convenue par l'organisation continentale, l'acte posé par Nkurunziza au Burundi n'a pas le même gravité que le putsch fomenté par le Général Diendrè au Burkina Faso. Autrement, les autorités burundaises auraient dû être isolées et le Burundi suspendu de toutes les organisations sous régionales et internationales (UA, ONU), histoire de les confiner dans leur pays pour mieux les étouffer. Mais comme on se plaît à le rappeler depuis la résistance citoyenne du peuple burkinabé face à son propre Nkurunziza (Blaise Compaoré, en l'occurrence), et tout récemment face au coup d'Etat militaire, c'est d'abord au peuple lui-même de prendre son destin en main en rejetant toute forme de dictature, quitte à bénéficier du soutien des pays étrangers. Certes, le cas du Burundi est plus complexe parce que le pays a connu des guerres civiles dont les comptes n'ont pas encore été totalement soldés, mais la clé pour la résolution de cette crise qui va crescendo depuis son déclenchement en avril dernier, est entre les mains des patriotes burundais qui devront mettre en sourdine les clivages ethniques afin de sortir leur pays du chaos dans lequel il est en train de s'enfoncer inexorablement. C'est ce sursaut salvateur, couplé aux pressions économiques, financières et diplomatiques plus drastiques qu'elles ne le sont actuellement, qui finiront par avoir raison du pouvoir sanguinaire de Pierre Nkurunziza. Hamadou GADIAGA